Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

98-1 | 2010

Parcs nationaux de montagne et construction territoriale des processus participatifs

Le Ladakh, royaume du développement durable ?

Protéger la nature pour protéger l'identité ?

David Goeury

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/1100>

DOI : 10.4000/rga.1100

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Ladakh, kingdom of sustainable development? - URL : <https://journals.openedition.org/rga/1147> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

David Goeury, « Le Ladakh, royaume du développement durable ? », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 98-1 | 2010, mis en ligne le 21 avril 2010, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1100> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1100>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Le Ladakh, royaume du développement durable ?

Protéger la nature pour protéger l'identité ?

David Goeury

Université Paris 4- Sorbonne, laboratoire ENEC, david.goeury@gmail.com

Résumé : Avec 15 000 km² d'aires protégées, le Ladakh est devenu un haut lieu de la protection de la biodiversité en Inde. Localement ont été élaborées des procédures spécifiques de préservation. Les élites locales qui contestaient les principes de la *hard law* indienne ont bénéficié des initiatives de nombreuses ONG et proposent désormais un modèle de protection alternatif. Certains grands mammifères emblématiques comme le léopard des neiges ont permis

de légitimer cette politique qui s'appuie sur la participation des populations locales et non sur leur éviction à la périphérie d'espaces sanctuaires. Les aires protégées intègrent alors un projet identitaire ladakhi de distinction vis-à-vis du pouvoir régional cachemiri.

Mots-clés : Ladakh, aires protégées, contestation, innovation, ONG.

.....

L'Inde s'est dotée d'une des lois les plus coercitives pour la constitution d'aires protégées, qualifiée de *hard law*, car s'appuyant sur des principes isolationnistes considérant les activités humaines comme prédatrices et incompatibles avec la préservation de la biodiversité. Elle se traduit par l'expropriation des populations vivant au sein des parcs nationaux et l'emprisonnement des contrevenants. Cependant, régionalement, s'affirment des modèles de protection alternatifs intégrant les populations locales et refusant leur éviction comme au Ladakh. Extrémité septentrionale de l'Inde, dépendant de l'Etat du Jammu et Cachemire, le Ladakh est composé des districts de Kargil et de Leh, qui sont parmi les plus vastes et les moins peuplés d'Inde¹. Le district de Leh du fait de sa très faible densité (inférieure à 2 habitants par km²) apparaît comme un espace propice à la conservation de la biodiversité himalayenne dès 1981 avec la création du Parc National d'Hemis, premier parc national de haute altitude (point

¹ Le Ladakh fut partagé en deux districts en 1979. A l'ouest, le district de Kargil, musulman à 80,4%, s'étend sur 14 036 km² pour 119 703 habitants en 2001. A l'est, celui de Leh, bouddhiste à 77,3%, occupe théoriquement 82 665 km² mais dont 32 555 km² sont sous contrôle chinois, pour une population de 117 232 habitants en 2001.

culminant du Stok Kangri à 6 137 mètres), devenu en 1990, le plus grand parc national d'Asie du Sud avec 4400 km². Cette première initiative est suivie de la création de plusieurs réserves naturelles portant la superficie des aires protégées ladakhies à plus de 15 000 km². Pourtant le département de la faune hésite à communiquer les limites exactes de ces aires protégées et surtout celles du parc national, alors qu'il n'est aucunement frontalier, mais bien au cœur des espaces contrôlés par l'Etat indien, qu'elle y déploie de multiples projets et qu'il est investi par de nombreuses ONG.

En effet, le Ladakh est traversé par une double dynamique. D'une part, les populations et plus particulièrement les élites politiques sont hostiles à toute législation coercitive émanant du pouvoir cachemiri, ressenti comme illégitime et néfaste. D'autre part, depuis 1974, les Ladakhpas (terme désignant les habitants du Ladakh) bénéficient de la venue d'étrangers, désireux de les soutenir dans un développement écologiquement responsable. Dès lors, il semble intéressant d'étudier la mise en place d'aires protégées, alors que les normes nationales sont contestées et que des ONG réalisent de multiples projets de préservation de l'environnement. Les revendications identitaires rendraient-elles possible la négociation d'un régime d'exception favorisant une ébullition d'initiatives locales qui à terme permettraient de proposer un modèle innovant de protection de la biodiversité ?

Heurs et malheurs des aires protégées ladakhies

Au XIX^e siècle, au moment de la conquête Dogra qui met fin à l'autonomie du royaume bouddhiste du Ladakh, la biosphère était considérée comme riche et les grands mammifères abondants, au sein de ce vaste désert d'altitude himalayen. A la fin du XIX^e siècle, alors sous tutelle anglaise, le maharaja du Jammu crée des réserves de chasse, qui sont considérées comme une première étape de régulation de la faune par un pouvoir extérieur (MacDonald, 2005). Au début du XX^e siècle, ces espaces deviennent les terrains de jeux d'Européens et de riches Indiens désireux de pratiquer la chasse dite sportive pour remplir leurs galeries de trophées (Adair, 1899). A l'indépendance, la guerre avec le Pakistan à l'ouest et celle avec la Chine à l'est accélèrent la destruction de la biodiversité et notamment la disparition des grands mammifères. Les armées et les populations complétaient leur ordinaire par la chasse de tout gibier accessible². Certaines espèces très répandues furent décimées et sont désormais considérées en voie d'extinction (loup tibétain, yak sauvage, gazelle tibétaine). Elles trouvent refuge dans les espaces les moins peuplés, aux plus hautes altitudes (Fox *et al*, 1991, 1994).

² Aujourd'hui, ces pratiques sont normalement interdites mais la hiérarchie arrive très difficilement à contrôler des hommes isolés dans des postes avancés. Plusieurs actions de sensibilisation auprès des militaires indiens ont permis le respect des espèces protégées par l'armée, du moins en temps de paix. Par contre, les ouvriers du Bihar construisant les nombreuses routes n'hésiteraient pas, dit-on, à se nourrir de la faune environnante, comme les marmottes.

Il faut attendre 1972 pour que l'Etat indien décide d'imposer une législation sur la conservation de la nature, reprise et promulguée en 1978 à l'échelle de l'Etat du Jammu et Cachemire, puis amendée à plusieurs reprises jusqu'en 2002. Cette politique se traduit concrètement en 1981 par la promulgation du Parc National de Hemis au sud de Leh, sur la rive gauche de l'Indus. Il s'étend dans un premier temps sur 600 km² avant que l'administration n'envisage deux extensions supplémentaires pour atteindre une superficie de 4400 km². Par ailleurs, plusieurs réserves naturelles sont décrétées d'abord en s'inscrivant dans la continuité des petites réserves de chasse coloniales puis pour préserver les milieux spécifiques que sont les zones humides du plateau du Chang Thang sur plus de 4000 km² et le glacier du Karakoram sur 5000 km²³. Actuellement les mesures de protection effectives concernent 15 000 km² soit près de 15 % du territoire, faisant du Ladakh le plus vaste ensemble d'aires protégées d'Inde (Dawa et Humbert-Droz, 2004).

Figure 1. Aires protégées et tourisme au Ladakh

³ La réserve du Karakoram recouvre des enjeux aussi bien écologiques que politiques du fait de sa position frontalière qui en a fait le champ de bataille le plus haut du monde. Aujourd'hui, de nombreux scientifiques voudraient que la zone soit démilitarisée et deviennent un parc transfrontalier pour la paix.

Cependant, il apparaît des différences entre l'agenda des autorités fédérales et les mises en œuvre locales. Ainsi, la carte des aires protégées réalisée par la cellule GIS du *Wildlife Institute of India* propose la création d'un Parc National Tso Kar-Tso Moriri du nom des deux lacs d'altitude du sud-est du Ladakh (Dawa et Humbert-Droz, 2004). Abritant une avifaune remarquable, avec la présence de colonies de grues à cou noir (*grus nigrocollis*) et d'oies à tête barrée (*Anser Indicus*), cet espace constitue un exemple du haut plateau tibétain venant enrichir la diversité du réseau de parcs nationaux indiens. En revanche, le *Wildlife Institute* fragmente la réserve naturelle du Chang Thang de part et d'autre de l'Indus. La partie sud prolonge le Parc National Tso Kar-Tso Moriri et la partie nord intègre les rives du lac Pangong. Enfin, les réserves naturelles sont multipliées, surtout dans le district de Kargil, en s'appuyant sur les peuplements de grands mammifères (ibex, urial, argali, baral, antilope tibétaine, kiang ou âne sauvage du Tibet, yak sauvage, léopard des neiges...). Dès lors, les aires protégées recouvreraient plus de 40 % du territoire du Ladakh contrôlé par l'Inde.

Dans ce contexte, le *regional wildlife warden*⁴ - le gardien régional de la faune - en charge des aires protégées sous tutelle du département des forêts, pour le district de Leh ne souhaite pas l'extension des parcs nationaux et préfère l'extension des réserves naturelles. En fait, il refuse l'expropriation des populations tout en souhaitant intervenir dans tout le Ladakh pour protéger la biodiversité. Il protège les 1600 habitants de la vallée de la Markha vivant au cœur du Parc National de Hemis de toute mesure coercitive et s'oppose de fait à la *bard law* indienne qu'il juge inefficace et injuste. Il se joint à la critique de la législation nationale portée en Inde par des experts et des universitaires depuis plusieurs années (Kothari *et al*, 1996, Bhagwati, 1997). Au Ladakh, cette position est légitimée par le contexte politique local. Pour le *wildlife warden*, l'expropriation serait l'assurance d'un conflit violent entre l'administration et la société civile. Il avance l'argument que les habitants concernés, exclusivement bouddhistes, interpréteraient leur éviction de leurs terres comme un acte malveillant et humiliant provenant d'un pouvoir cachemiri musulman. La bouillonnante *Youth Bouddhist Association* instrumentaliserait aussitôt la contestation pour renforcer ses demandes de proclamation du Ladakh comme territoire de l'Union et obtenir ainsi sa séparation définitive du Cachemire. Par ailleurs, le *wildlife warden*, lui-même ladakhpa bouddhiste, sait qu'il serait alors assuré de perdre toute crédibilité auprès de sa communauté et que son poste serait menacé. Il préfère alors soutenir des projets dans tout le Ladakh pour assurer une protection plus globale de la biodiversité et non se focaliser sur quelques espaces sanctuaires⁵.

⁴ Ces propos résument une série de longs entretiens réalisés en juillet et août 2009 avec Jigmet Takpa, *regional wildlife warden* à Leh.

⁵ Un débat est en cours au sein des experts et des ONG sur l'opportunité d'ériger le Ladakh en réserve de biosphère.

De multiples ONG entre innovation et lobbying

A partir de 1974, date de réouverture du Ladakh aux étrangers, avec les touristes, des universitaires investissent le Ladakh, l'érigeant en un lieu d'observation du monde. Ces derniers entretiennent des liens privilégiés avec les Ladakhpas. Cette convivialité originelle explique le refus de ces anthropologues ou écologues, pourtant motivés avant tout par la protection de certaines espèces spécifiques, de criminaliser les populations ladakhies. Ils envisagent le Ladakh comme un espace naturellement préservé par les habitants et donc propice à la mise en œuvre de projets innovants, permettant de passer d'une société traditionnelle à une société écologiquement responsable.

Ainsi, le zoologue Rodney Jackson vient observer les léopards des neiges himalayens au Ladakh en 1976. Il décide d'élaborer des modalités de protection de cette espèce emblématique pour aboutir à la création de l'ONG *Snow Leopard Conservancy* (SLC), dont la section de Leh est l'une des plus actives. Les programmes de sensibilisation sont doublés d'action de protection des troupeaux (enclos adaptés, détermination de terrains de parcours à l'écart des territoires des léopards des neiges) et d'un plan de développement de l'écotourisme par la formation de guides locaux spécialisés, la création de « parachutes-cafés⁶ » et désormais la promotion du tourisme villageois par l'hébergement chez l'habitant – *homestay*–.

A la même période, l'anthropologue Helena Norbert-Hodge s'investit dans ce qui devient en 1980 le « *Ladakh project* » dont *Ladakh Ecological Development Group* (LEDeG) est l'émanation contemporaine. Elle mobilise les acteurs locaux, l'administration nationale et surtout de nombreux ingénieurs internationaux pour généraliser l'usage des énergies renouvelables au Ladakh. De plus, elle fonde la *Women's alliance of Ladakh* (WAL) qui aborde la question du développement par le genre. L'association dispose d'un réseau extrêmement puissant de sections locales dans près de villages, regroupant plus de 6000 femmes. WAL mène des actions de sensibilisation à l'environnement obtenant l'interdiction des sacs plastiques au Ladakh et surtout elle soutient l'agriculture ladakhie par la commercialisation des produits locaux en l'inscrivant dans le mouvement international *Slowfood* pour la défense de la diversité agricole et gastronomique.

Ces premières initiatives rencontrent un écho favorable auprès de l'élite politique et intellectuelle locale qui s'était constituée en associations avant l'ouverture internationale. Certaines allient environnement et identité culturelle, comme l'emblématique *Ladakh Amchi and Astro Sabha* (LAAS), fondée en 1971. Elle regroupe les médecins herboristes traditionnels, désignés sous le terme d'*amchis*, afin qu'ils soient reconnus comme des médecins officiels non-allopathiques par le gouvernement. La protection de la biodiversité assurerait la pérennité des pratiques thérapeutiques locales.

⁶ Ces cafés sont abrités sous une toile de parachute achetée à bas prix auprès de l'armée indienne.

En quelques années, le Ladakh devient un *hot spot* de l'aide internationale et attire de multiples ONG qui considèrent la vallée comme un espace propice au développement de leur action. D'une part, de nombreuses petites ONG décident de parrainer un village, d'autre part, des ONG plus importantes implantent une de leur antenne au Ladakh. Ainsi, en 1998, *Nomad Recherche et Soutien International (RSI)*, après être intervenue au Cambodge décide de soutenir les *amchis* ladakhis. En 1999, *World Wildlife Found (WWF)* répond aux sollicitations de l'écologue Blaise Humbert-Droz pour participer de la préservation de l'avifaune autour des lacs Tso Kar et Tso Moriri et fait classer le lac Tso Moriri comme site Ramsar, en 2002.

Bien que leurs bureaux soient concentrés à Leh, ces ONG intègrent progressivement tout le Ladakh en investissant successivement les différentes vallées, même les plus lointaines comme celle du Zaskar. Elles favorisent la création d'entités associatives locales, soit sous la forme de sections qui dépendent de l'association internationales, soit sous la forme de *committees* - associations villageoises - indépendantes. Par ailleurs, elles mobilisent toutes les catégories sociales. Après s'être appuyées sur de jeunes diplômés issus d'une élite urbaine, elles impliquent les professionnels du tourisme, les agences sises à Leh, les guides, pour proposer des « écotours » et diffuser des modes d'organisation « *ecofriendly* » pour favoriser l'émergence de pratiques touristiques respectueuses de l'environnement. SLC et WWF distribuent de nombreuses affiches magnifiant la biodiversité ladakhie en insistant sur les grands mammifères. Surtout, elles rencontrent un écho favorable auprès des populations rurales les plus isolées qui bénéficient des multiples microprojets dont certains ont véritablement amélioré leurs conditions de vie comme les panneaux solaires, les serres ou leur formation à l'accueil touristique.

Enfin, ces ONG valorisent fortement l'identité ladakhie comme porteuse d'un modèle de développement alternatif possible et effectif. Progressivement, elles acquièrent la reconnaissance de l'Etat indien qui, après une enquête administrative, leur permet d'accéder à des financements internationaux venant d'organisation internationale ou de service de coopération bilatérale.

Convaincre la population, convaincre les institutions pour ériger un modèle alternatif d'aires protégées

Ces ONG du fait de leur activisme finissent par occuper une place centrale dans le débat sur la protection de l'environnement. Leur lobbying constant permet de faire émerger un nouveau consensus autour de la nécessité d'une justice spatiale et la possibilité de la construction d'un vivre ensemble commun entre toutes les formes du vivant. Tous les interlocuteurs sont convaincus que la conservation ne peut pas se limiter à une sanctuarisation, même sur de vastes espaces, surtout pour les grands mammifères sauvages qui ne respectent pas les limites administratives. Sur le terrain, tous les observateurs constatent une augmentation de la pression sur les

ressources naturelles du fait de la croissance du tourisme. Le trekking modifie les pratiques du fait de l'utilisation de multiples convois de chevaux pour transporter les affaires nécessaires aux bivouacs. Les animaux de bât, sont laissés libres de paître à proximité des campements, créant de véritables points noirs de surpâturage⁷. Les pasteurs sont alors obligés de déplacer leur bétail et en dernier lieu les grands herbivores sauvages connaissent des difficultés alimentaires, tout particulièrement à des altitudes où le couvert végétal est clairsemé. Les léopards des neiges, ultimes prédateurs, se retrouvent alors, directement ou indirectement, en contact avec les troupeaux domestiques, soit parce que ces derniers montent en altitude, soit parce que devant la diminution de leurs proies habituelles, ils sont obligés de se rapprocher des espaces habités. Imposer des aires protégées dans ce contexte risque d'accélérer le recul spatial de la biodiversité, sans assurer la reproduction des espèces menacées dans les espaces sanctuarisés. Enfin, les populations ne sont pas à l'abri de l'irruption d'un animal particulièrement destructeur comme ce fut le cas avec un ours brun en juillet 2009 à Nieraq. Cet état de fait invite à mettre en œuvre une stratégie globale en refusant toute limite administrative qui fragmenterait le Ladakh, exception faite des espaces urbains comme Leh ou Kargil. SLC vise à préserver tous les lieux de circulation du félin. L'association LAAS défend la création de très vastes réserves de plantes médicinales de haute altitude pour conserver la plus forte biodiversité possible.

Pour construire l'acceptance (Depraz, 2008), les acteurs favorables à la préservation s'appuient sur un présupposé idéologique. Ils n'hésitent pas à user des référents religieux en insistant sur l'idée que les Bouddhistes, à la différence des Musulmans, respecteraient « par nature » toutes les formes du vivant, assurant le maintien de la biodiversité du fait de leur culture. Dès lors, le choix de placer des aires protégées majoritairement dans le district de Leh, bouddhiste à 77,4%, ne serait plus l'exercice d'une autorité coercitive mais bien la reconnaissance de qualités identitaires locales, valorisées à l'échelle mondiale. Cet argument bien que contesté par certains intellectuels bouddhistes de Leh (Satterfield, 2009), légitime les politiques conservatoires. Il permet de stigmatiser des menaces extérieures : les militaires, les touristes et plus particulièrement les Indiens, les cueilleurs de Dharamsala approvisionnant les réfugiés tibétains *amchis*, voire d'éventuels braconniers musulmans.

Pour le département de la faune et plus particulièrement pour l'actuel *regional warden*, le militantisme des ONG constitue une opportunité pour développer son action. Dans un premier temps, il a accompagné les projets des ONG nouant avec elles des partenariats privilégiés à défaut de disposer de moyens financiers suffisants. Puis progressivement, il a repris les projets les plus efficaces pour les démultiplier du fait de financements nationaux plus conséquents. Il s'est, par exemple, réappropriée l'initiative de *Snow leopard conservancy* en organisant en

⁷ La traversée de la vallée de la Markha, de la vallée du Zaskar, la liaison entre les lacs Tso Kar et Tso Moriri sont les parcours les plus menacés.

2006 conjointement avec l'ONG un atelier international sur la protection du léopard des neiges. Fort des expériences locales et de la mobilisation internationale, il a obtenu la transposition des programmes nationaux spécifiques réservés au tigre ou à l'éléphant pour le léopard des neiges. Le ministère de l'environnement et des forêts - *Ministry of Environment and Forest* - a formulé le *Project snow leopard* associé à un fond de cinq milliards de roupies⁸ pour cinq ans, pour les cinq Etats indiens himalayens où l'animal est présent (Anon, 2008). Le ministère reconnaît alors la nécessité de mener des actions avec les communautés à l'intérieur et en dehors des aires protégées. Le *wildlife warden* de Leh dispose de ressources considérables pour reproduire à grande échelle les initiatives les plus prometteuses des différentes ONG présentes au Ladakh. Il généralise les *homestays* dans le Parc National d'Hemis, puis dans la vallée de la Nubra et à proximité du lac Pangong. Il assure la promotion des énergies renouvelables avec LEDeG et développe des restaurants communautaires avec la WAL. Enfin, en plein cœur de Leh, en face du *Main Bazar*, il supervise un vaste chantier devant abriter à l'horizon 2010 une maison de la conservation de la nature où seraient présentes toutes les associations villageoises impliquées dans l'écodéveloppement pour les mettre directement en relation potentiellement avec les 75 000 touristes qui viennent au Ladakh chaque année. A l'échelle nationale, il se positionne comme un pionnier des politiques participatives, désignées désormais par le terme de *community-based wildlife preservation*. La participation est davantage à comprendre en terme de compensation. Les modalités de protection restent l'apanage d'experts étrangers, les populations locales sont avant tout associées aux projets de développement visant à compenser la mise en défens de certains espaces où les dégâts de certains prédateurs.

Cette dynamique de projet est saluée par les instances nationales et internationales. Ainsi, WWF qui assure avant tout la labellisation des actions en agissant comme une caution morale met en scène le Ladakh, en s'appropriant dans ses plaquettes, toutes les initiatives auxquelles elle a participé. Depuis 2007, la section de Leh désire se positionner comme une référence pour tout l'Himalaya dans le cadre d'un programme transnational concernant le Pakistan, l'Inde, le Népal, le Bhoutan et la Chine. Le Ladakh est alors promu en modèle à l'échelle indienne, à l'échelle himalayenne, puis enfin à l'échelle mondiale. Cette gloire nouvelle attise localement les luttes de notabilité notamment entre le *wildlife warden* et le responsable ladakhi de *SLC*. Le premier reproche au second de médiatiser une action modeste pour garantir son statut, alors que désormais son administration œuvre à plus grande échelle. La querelle a été accrue par la publication en 2008 d'un petit livre pour enfant présenté comme tiré de faits réels, mettant en scène l'intervention des autorités suite à l'attaque d'une bergerie par un léopard des neiges (Padmanabhan, 2008). Le livre héroïse un enfant préalablement sensibilisé par l'ONG qui prend la défense de l'animal contre la colère des éleveurs désireux

⁸ En Inde, l'unité de compte est le crore et non le milliard. Il est donc question de 500 crore roupies qui correspondent à près de 74,5 millions d'euros en 2008.

de le tuer. De son côté, le *wildlife warden* diffuse une vidéo prise par ses services présents sur place au moment des faits. Il insiste sur la bonhomie des villageois, alors que la bête est capturée avant d'être déplacée loin de toute habitation. Il accuse l'ONG de construire une fiction pour justifier son rôle tout en donnant une image négative des communautés alors que ces dernières sont de bonne volonté pour participer de la protection de l'espèce surtout depuis qu'elles sont sûres d'être avantageusement indemnisées. En effet, il dispose des moyens pour dédommager les victimes en leur proposant de multiples projets compensatoires, que cela soit pour améliorer leur quotidien ou pour créer de nouvelles activités génératrices de revenus.

Photo 1. Panneau du département de la faune à l'entrée du Changthang, à côté des panneaux des guest house

Photo 2. Village de Spangmik, dernier lieu accessible aux étrangers au bord du lac Pangong

Les neuf familles ont bénéficié du programme homestay et ont développé l'accueil touristique. Elles ont toutes été équipées de panneaux solaires, d'un four solaire et d'un lampadaire solaire. Le département du tourisme a implanté une structure d'accueil en dur. Un nouveau camping communautaire voit le jour.

Cette politique dynamique n'empêche pas le maintien d'inconnues environnementales. Le développement accéléré de la destination Ladakh, surtout auprès du tourisme domestique, exerce une pression nouvelle sur l'environnement. La région a attiré en 2008 plus de 75 000 touristes contre 28 393 en 2003. La ville de Leh connaît une croissance sans précédent des voitures et des hôtels qui grignotent les terres agricoles irriguées. Malgré la création d'un plan d'occupation des sols, aucune autorité ne désire contraindre cette manne inespérée. Bien au contraire, elles se félicitent de la multiplication d'établissements classés et de la construction de deux nouveaux hôtels trois étoiles. Par ailleurs, certains espaces deviennent des lieux d'excursion privilégiés et plus particulièrement les rives des lacs Tso Moriri, Tso Kar et Pangong. La fréquentation grandissante augmente les déchets et altère les espaces de nidification des oiseaux menaçant la biodiversité de l'avifaune présente (Morup, 2009 ; Humbert-Droz, 2009). La stratégie du *wildlife*

warden de créer des structures d'hébergement chez l'habitant ou des camps de tentes gérés au profit des communautés locales s'impose parfois non sans mal. Ainsi en 2008, un promoteur désireux de construire un hôtel de standing au bord du lac Pangong a dressé la population contre le département de la faune par la diffusion de fausses informations entretenant la rumeur que cette administration désirait interdire le pastoralisme et s'apprêtait à exproprier les populations au nom de la protection des grands mammifères⁹. Durant plusieurs semaines, les habitants bloquèrent la route menant au lac tout en menaçant le *wildlife warden* des pires tourments. En 2009, ce dernier est arrivé à désamorcer le conflit en proposant un projet d'envergure à tous les habitants avec le programme *homestay* afin de désolidariser les populations des riches promoteurs. Cette crise ponctuelle illustre la pression croissante exercée par de nouveaux intérêts économiques sur la protection de la biodiversité. Elle est à même de ruiner à tout moment le précieux équilibre construit par certains acteurs.

Conclusion

Le Ladakh et notamment le district de Leh deviendrait peu à peu une immense aire protégée qui intégrerait la population locale en lui offrant un nouvel horizon de développement, alliant préservation de l'environnement, activités traditionnelles et tourisme. Cette situation est le fruit de la rencontre entre une société locale animée par des velléités politiques d'autonomie et donc peu encline à appliquer la législation nationale avec des ONG occidentales, désireuses de développer des projets estampillés développement durable. L'acceptation des politiques de protection est alors liée à un processus de distinction identitaire et territoriale vis-à-vis du Cachemire pour revendiquer un statut d'exception à l'échelle indienne. Les multiples initiatives de protection de la biodiversité permettent au Ladakh de s'ériger en un modèle à l'échelle nationale voire internationale.

Ce projet n'a cependant été rendu possible que par la capacité d'ONG à traduire des valeurs mondiales dans les réalités locales en offrant des opportunités concrètes de développement. Leur capacité d'innovation a été relayée par le *regional wildlife warden* qui s'est approprié les initiatives les plus performantes.

Il faut cependant relativiser une situation idyllique qui correspond aussi à un moment où la pression économique et touristique est encore modérée à l'échelle du Ladakh. Il apparaît désormais des points de friction entre l'opportunité d'un développement touristique de masse et la multiplication des aires protégées. S'ouvre alors un nouveau débat : faut-il sacrifier au tourisme et à l'urbanisation

⁹ Alors que les gérants du site touristique de Lunkung où devait être construit ledit hôtel expliquaient les raisons économiques du bras de fer avec l'administration, les habitants du hameau de Spangmik à sept kilomètres à l'est, restaient, pour leur part, persuadés que l'administration avait voulu les expulser avant de se rétracter.

David Goeury

quelques espaces comme Leh et l'extrémité des lacs pour continuer à préserver l'ensemble du Ladakh ?

Bibliographie

ADAIR F.E.S., 1899. – The big game of Baltistan and Ladakh : A summer in High Asia, being a record of sport and travel in Balistan and Ladakh. W. Thacker& Co.

ANON., 2008. – The Project Snow Leopard. Ministry of Environment & Forests, Government of India, New Delhi.

BHAGWATI J., 1997. – Community forest managment in protected area. Natraj Publisher.

DAWA S., HUMBERT-DROZ B., (ED.), 2004. – Biodiversity of Ladakh. Strategy and action plan. Sampark.

DEPRAZ S., 2008. – Géographie des espaces naturels protégés. Collection U, Armand Colin.

DOLLFUS P., 2003. – « Parc national et réserves naturelles au Ladakh ». In J. Smadja (ed.) Histoire et devenir des paysages en Himalaya : Représentations des milieux et gestion des ressources au Népal et au Ladakh. CNRS, Paris, p 384.

FOX J-L., NURBU C., CHUNDAWAT R.S., 1991. – “The mountain ungulates of Ladakh, India”. Biological Conservation, n°58, pp. 167-190.

FOX J-L., NURBU C., CHUNDAWAT R.S., 1994. – “Wildlife conservation and land-use changes in Trans-Himalayan region of Ladakh, India”. Mountain research and development 14, n°1, pp. 39-60.

HUMBERT-DROZ B., 2009. – “Threats to ladakh’s biodiversity: priorities for action”. In M. Ahmed, J. Bray (eds), Recent Research on Ladakh 2009, pp. 168-175.

KOTHARI A., SINGH N., SURI S., 1996. – People and protected areas. Sage Publications.

MACDONALD K.I., 2005. – “Global Hunting Grounds: Power, Scale and Ecology in the Negotiation of Conservation”. *Cultural Geographies*, n°12, pp. 259-291.

MORUP T., 2009. – “The Changthang: Ecotourism is not the answer”. In M. Ahmed, J. Bray (eds), Recent Research on Ladakh 2009, pp. 152-161.

David Goeury

PADMANABHAN S., 2008. – The ghost of the mountains. Kalpavriksh, Snow leopard conservancy, India Trust.

SATTERFIELD L., 2009. – Trailing the Snow Leopard: Sustainable Wildlife Conservation in Ladakh (India). Mount Holyoke College.

Principaux sites Internet des ONG citées dans le texte :

<http://www.isec.org.uk/pages/ladakh.html#womensallianceofladakh>

<http://www.ledeg.org/>

<http://www.nomadrsi.org/-rubrique2-.html>

<http://www.snowleopardconservancy.org/>

http://www.wwfindia.org/news_facts/statenews/ladakh/